

# SEMAINE DE L'ACCESSION

Ministère de la Justice / Groupe CSF  
du 24 au 28 mars 2025

**Vous accompagner dans vos projets  
d'achat immobilier.**

Venez découvrir des animations organisées à distance et localement\* :  
**conférences à thèmes, entretiens personnalisés,  
podcast, table d'informations...**



**Découvrez  
le programme  
sur la page  
dédiée !**



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Crédit  
Social des  
Fonctionnaires**

Crésérfi  
Société de financement du CSF  
Caution / Crédits

\*Les informations vous seront  
communiquées en région.

**Groupe CSF : Services aux Adhérents ■ Crédits ■ Assurances ■ Épargne**

Le Crédit Social des Fonctionnaires est une association loi 1901, siège social : 9 rue du Fg. Poissonnière 75313 Paris cedex 09. Pour adhérer au CSF et profiter de tous les services et avantages sélectionnés pour vous, il suffit d'acquitter un droit d'entrée et une cotisation annuelle (tarifs en vigueur consultables sur [www.csf.fr](http://www.csf.fr)).

Les formules de crédit sont proposées par Crésérfi, la société de financement du CSF. Crésérfi - SA au capital de 56 406 136 € - RCS Paris B 303477319 - Siège social : 9 rue du Fg. Poissonnière 75313 Paris cedex 09 - Courtier d'assurances inscrit à l'ORIAS sous le n° 07 022 577 ([www.orient.fr](http://www.orient.fr)).

Les offres d'assurance et d'épargne sont distribuées par CSF Assurances - SARL de courtage d'assurances au capital de 8 500 000 € - RCS Paris 322 950 148 - Siège social : 9 rue du Fg. Poissonnière 75009 Paris. Enregistrée à l'ORIAS sous le n° 07 008 834 ([www.orient.fr](http://www.orient.fr)) en qualité de courtier d'assurance ou de réassurance (COA). Intermédiaire en transactions Immobilières et fonds de commerce sans détention de fonds : Carte N° CPI 75012022000000012 délivrée par la CCI de Paris Île-de-France. Responsabilité Civile Professionnelle : police FN4608 et Garantie Financière : police n° FRP10147372 souscrites auprès de CNA Insurance Company (Europe) S.A. conformément aux exigences réglementaires du Code des Assurances et de la loi Hoguet.